



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095**

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet Stratégie nationale d'approvisionnement	
Solicitation No. - N° de l'invitation E6TOR-17RM10/A	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client E6TOR-17RM10	Date 2018-03-14
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-031-7471	
File No. - N° de dossier TOR-7-40136 (031)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-03-23	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Schmidt, Jeff	Buyer Id - Id de l'acheteur tor031
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2058 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
E6TOR-17RM10/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
E6TOR-17RM10

Amd. No. - N° de la modif.
003
File No. - N° du dossier
TOR-7-40136

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor031
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

La modification no 003 a été émise pour reporter la date de clôture et la mise à jour de la demande de renseignements par l'ajout de la section 5, Mise en œuvre du projet pilote d'approvisionnement sociale et Annex B, Questions sur l'approvisionnement social.

À la page 1, L'invitation prend fin

Supprimer: 2018-03-21
Insérer: 2018-03-23

À l'article 10. Date d'échéance pour répondre à la DDR:

Supprimer : Les réponses à la présente DDR doivent parvenir à l'autorité contractante de SPAC identifiée ci-dessus au plus tard le 21 mars 2018 à 14 :00 h.

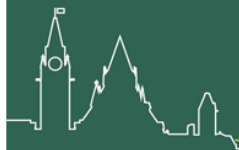
Insérer : Les réponses à la présente DDR doivent parvenir à l'autorité contractante de SPAC identifiée ci-dessus au plus tard le 23 mars 2018 à 14 :00 h.



Public Services and
Procurement Canada

Services publics et
Approvisionnement Canada

Canada



Respect • Integrity • Excellence • Leadership

Serving
GOVERNMENT,
Serving
CANADIANS.

Stratégie nationale d'approvisionnement en aliments et en boissons

Demande de renseignements (DR)

TABLE OF CONTENTS

1. But et nature de la demande de renseignements (DDR)	3
2. Renseignements généraux	4
3. Lois, accords commerciaux et politiques gouvernementales	5
4. Portée de la stratégie	5
5. Mise en œuvre du projet pilote d'approvisionnement sociale	5
6. Contenu de la présente DDR	6
7. Processus de consultation de l'industrie	6
8. Communication avec l'industrie	8
9. Comment répondre:	8
10. Date d'échéance pour répondre à la DDR:	9
11. Traitement des réponses	9
ANNEXE A	10
ANNEXE B	11
QUESTIONS SUR L'APPROVISIONNEMENT SOCIAL	11

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DR)

Stratégie nationale d'approvisionnement en aliments et en boissons

1. But et nature de la demande de renseignements (DDR)

Au nom de tous les ministères et organismes fédéraux, Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) lance un processus consultatif national afin de recueillir les commentaires des fournisseurs et de l'industrie concernant la mise à jour du projet de stratégie nationale d'approvisionnement en alimentation et en boissons (SNAAB). La première phase du processus de consultation est l'affichage d'une DR pour présenter le projet de mise à jour de la stratégie.

Les objectifs de la présente DDR sont les suivants :

- a) ouvrir des discussions avec l'industrie au sujet de l'approvisionnement en les produits alimentaires et les boissons achetées par le gouvernement du Canada;
- b) recevoir les commentaires de l'industrie au moyen d'un sondage en ligne, la Journée de l'industrie et des rencontres individuelles avec les ministères fédéraux, le SPAC et l'industrie;
- c) obtenir les commentaires des fournisseurs sur toutes les questions qui pourraient avoir une incidence sur leur capacité de soumissionner sur les appels d'offres qui en découlent ou respecter les exigences;
- d) recueillir de l'industrie des connaissances, de l'expertise et des recommandations concernant les pratiques exemplaires qui augmenterait le succès de la stratégie des aliments et des boissons ou de déterminer les risques qui pourraient avoir une incidence sur la stratégie d'aliments et de boissons;
- e) la promotion de l'avenir du SPAC solution d'approvisionnement électronique;
- f) informer l'industrie pour le SPAC de regroupement des mécanismes d'approvisionnement des exigences ministérielles (offres à commandes individuelles et régionales (OCIR)) pour les exigences pluriministériel ou des offres à commandes principales et régionales (OCPR);
- g) pour promouvoir SPAC normalisés des méthodes d'évaluation des soumissions grâce à l'outil d'évaluation des aliments.

Note à l'intention des fournisseurs

La présente DDR ne constitue ni un appel d'offres ni une demande d'offre à commandes (DOC). Aucun accord ni contrat fondé sur cette DDR ne sera conclu. La présente DDR ne constitue nullement un engagement de la part du gouvernement du Canada, et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. La présente DDR ne doit pas être considérée comme un engagement à émettre une demande de soumissions subséquente ni à attribuer un contrat pour les travaux décrits dans les présentes.

Même si les renseignements recueillis sont considérés comme étant de nature commerciale confidentielle (dans ce cas, ils seront traités en conséquence par le Canada), le Canada peut utiliser l'information aux fins de rédaction d'une ébauche des exigences de rendement provisoires (qui peuvent faire l'objet de modifications) et de planification budgétaire.

Les répondants sont encouragés à indiquer, dans les renseignements fournis au Canada, la présence de tout renseignement qu'ils considèrent comme exclusif, personnel ou appartenant à un tiers. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex., en réponse à une demande formulée dans le cadre de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels) de divulguer des renseignements exclusifs ou délicats sur le plan commercial concernant un répondant (pour en savoir davantage : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/a-1/>).

La participation à la présente DDR est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La présente DDR ne servira pas à établir une liste de fournisseurs éventuels pour les travaux à venir. De plus, la participation à la présente DDR n'est ni une condition ni un préalable pour participer à toute demande de soumissions subséquente.

Le Canada ne remboursera pas les frais engagés par les répondants pour la participation à la DI. La date de clôture de la DDR publiée dans les présentes n'est pas la date limite pour faire des commentaires.

Les commentaires seront acceptés jusqu'à ce que la demande de soumissions soit publiée (le cas échéant).

2. Renseignements généraux

En 2014, SPAC a procédé à un examen de sa façon d'acheter des aliments et des boissons pour le compte des ministères fédéraux. L'examen a révélé des incohérences dans les périodes de fixation des prix, la sélection des fournisseurs, la validation des prix, les instruments d'approvisionnement, les regroupements de produits et la définition des articles, ainsi que les possibilités d'amélioration déterminées. L'objectif de cette approche était de répondre de façon cohérente aux besoins du gouvernement du Canada en matière d'aliments et de boissons, tout en améliorant l'accès pour les fournisseurs et en accroissant la valeur pour les contribuables canadiens.

En 2017, SPAC a fait l'objet d'un autre examen visant à incorporer la rétroaction de SPAC aux niveaux régional et fédéral et a mis à jour la stratégie afin de mieux refléter les pratiques actuelles d'approvisionnement en aliments et en boissons.

Les buts révisés de la SNAAB sont :

- des processus d'approvisionnement plus cohérents pour les ministères fédéraux, tout en répondant à leurs besoins opérationnels;
- une plus grande uniformité dans les processus d'approvisionnement des fournisseurs en utilisant les avis de demande de renseignements (DR) avant la publication des offres régionales regroupées sur les produits de base (offres à commandes principales et régionales);
- une plus grande transparence dans l'approvisionnement en aliments et en boissons en utilisant le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Canada (SEAOG) également connu sous le nom d'Achatsetventes (www.achatsetventes.gc.ca);
- une valeur accrue pour les contribuables;
- un accès amélioré pour les fournisseurs;
- des initiatives d'approvisionnement écologique;
- l'harmonisation des produits pour la future solution d'approvisionnement électronique de SPAC;
- la fusion des mécanismes d'approvisionnement des exigences ministérielles individuelles (offres à commandes individuelles et régionales [OCIR]) aux exigences pluriministérielles ou aux offres à commandes principales et régionales (OCPR);
- l'utilisation de codes postaux comme points de livraison;
- l'introduction de la possibilité d'utiliser la carte de crédit comme méthode d'approvisionnement dans le cadre des offres à commandes pour les aliments et les boissons;
- l'utilisation du service Connexion postal (reçu de soumission électronique) de Postes Canada comme méthode électronique provisoire pour la réception des soumissions;
- la promotion des méthodes normalisées d'évaluation des soumissions de SPAC grâce à l'outil d'évaluation des soumissions.

Selon une moyenne de trois ans, de l'exercice 2014-2015 à l'exercice 2016-2017, les dépenses annuelles liées aux contrats et aux offres à commandes pour les aliments et les boissons sont estimées à 97 millions de dollars, dont les trois principaux ministères, le ministère de la Défense nationale, le Service correctionnel du Canada et Pêches et Océans Canada avec une moyenne de 73 millions de

dollars. Ce chiffre est tiré de l'outil de production de rapports sur les acquisitions et d'analyse des dépenses de SPAC qui tient compte des dépenses en aliments et en boissons du gouvernement du Canada.

Le Canada cherche actuellement à obtenir auprès de l'industrie et des fournisseurs des commentaires et des réponses aux questions posées [ici](#) portant sur les enjeux de cohérence, les processus et les résultats ainsi que sur les différentes occasions déterminées qui permettraient aux ministères clients, aux fournisseurs actuels ou potentiels et aux Canadiens d'obtenir de meilleurs résultats.

En plus du sondage électronique, les répondants sont invités à fournir des commentaires sur cette demande de renseignements en communiquant avec l'autorité contractante par courriel ou à participer à des rencontres individuelles indiquées à la section 6.1, Engagement de l'industrie. Ils doivent expliquer les hypothèses qu'ils font sur les besoins formulés.

3. Lois, accords commerciaux et politiques gouvernementales

La liste ci-dessous énumère quelques lois, accords commerciaux et politiques gouvernementales susceptibles d'avoir une influence sur les demandes de soumissions futures :

- a) Accord de libre-échange canadien (ALEC);
- b) Accord de libre-échange nord-américain (ALENA);
- c) Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC);
- d) Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE);;
- e) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (PCF-EE);
- f) Règlement sur les marchés de l'État (RME);
- g) Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP);
- h) Loi sur les langues officielles;
- i) Loi sur l'accès à l'information;
- j) Spécifications du MDN en matière d'alimentation;

4. Portée de la stratégie

La portée de la SNAAB consiste en l'achat par SPAC d'aliments et de boissons financés par le gouvernement fédéral au nom des ministères du gouvernement du Canada (par exemple, le ministère de la Défense nationale et le Service correctionnel du Canada). Cette stratégie définit des stratégies d'approvisionnement fédérales communes à utiliser par SPAC et d'autres ministères qui achètent de la nourriture et des boissons. La stratégie est en vigueur depuis juin 2014 et comprend tous les achats d'aliments et de boissons au Canada.

Les sous-catégories ou cas qui suivent ne seront pas abordés puisqu'ils sont déjà couverts par d'autres politiques du gouvernement ou d'autres stratégies nationales de SPAC :

- services d'accueil;
- repas pour les personnes voyageant pour le compte du gouvernement;
- aide humanitaire, secours aux sinistrés ou situations d'urgence.
- Régions visées par des ententes sur la revendication territoriale globale/Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA)

5. Mise en œuvre du projet pilote d'approvisionnement sociale

Comme il est indiqué dans la lettre de mandat de la ministre de SPAC, il incombe à SPAC d'élaborer des : « *des initiatives visant à accroître la diversité des soumissionnaires sur les contrats du gouvernement, notamment les entreprises détenues ou dirigées par des Canadiens de groupes sous*

représentés, comme les femmes, les Autochtones, les personnes handicapées, les minorités visibles; et prendre des mesures pour accroître leur accès au système d'approvisionnement tout en les aidant à développer leur capacité à participer au système. ».

SPAC compte mettre en œuvre une solution d'approvisionnement social afin de tirer parti du pouvoir d'achat du gouvernement au moyen de l'approvisionnement. Il s'agit d'appuyer les objectifs socioéconomiques et d'avoir des répercussions positives dans la société.

5.1 Entreprise sociale

On définit actuellement une entreprise sociale comme une entreprise qui a des visées sociales, culturelles ou environnementales par l'intermédiaire de la vente de biens et de services dont la majorité des profits nets doit être associée à la réalisation d'un objectif social (p. ex. la réduction des répercussions environnementales de ses produits ou l'inclusion de formation dans la communauté à l'échelle locale).

5.2 Fournisseur diversifié

Un fournisseur diversifié est actuellement défini comme une entreprise possédée ou dirigée par des Canadiens provenant des quatre groupes sous-représentés, à savoir les femmes, les Autochtones, les personnes handicapées et les minorités visibles. Chaque entreprise est habituellement définie comme une entreprise possédée, exploitée ou contrôlée par 51 % de membres d'un groupe donné (p. ex. entreprise appartenant à des femmes, à des Autochtones, à des personnes handicapées ou aux membres d'une minorité visible).

SPAC examine divers modèles pouvant servir à confirmer qu'un fournisseur entre dans la définition d'un fournisseur diversifié. Une solution consiste à demander aux fournisseurs de fournir une attestation confirmant qu'ils sont des fournisseurs diversifiés, ce que SPAC vérifierait pendant toute la durée du contrat. Une autre solution consiste à utiliser les services d'organismes tiers qui seraient responsables de vérifier si les fournisseurs entrent dans la définition d'un fournisseur diversifié et de fournir une attestation moyennant des frais.

- <https://www.buysocialcanada.com/suppliers>
- Conseil canadien des fournisseurs autochtones et des minorités visibles
- WBE Canada, Certified Women Business Enterprises
- Conseil canadien pour le commerce autochtone
- Inclusive Workplace Supply Council of Canada
- Social Purchasing Project (pour les entreprises à vocation sociale)

SPAC aimerait que l'industrie fournisse des approches recommandées pour incorporer les mesures d'approvisionnement social dans les acquisitions de SAG.

6. Contenu de la présente DDR

La présente DDR comprend les documents suivants :

- Stratégie nationale sur les biens et services pour les aliments et les boissons;
- Vous trouverez les formulaires de questions et réponses à l'adresse suivante : https://surveys.qualtrics.com/jfe/form/SV_eajOnCcBoc9HwZD
- Questions sur l'approvisionnement social à l'intention de l'industrie (annexe B);
- Exemple d'outil d'évaluation des aliments (pièce jointe en format Excel).

7. Processus de consultation de l'industrie

7.1 Mobilisation de l'industrie

Le processus de mobilisation de l'industrie (« processus ») débute avec la demande de renseignements initiale et se termine lorsque la SNAAB révisée pour les aliments et les boissons est publiée sur Achatsetventes ou lorsque le gouvernement du Canada avise les participants que le processus est terminé. Ce processus peut comprendre les activités suivantes :

1. Demande de renseignements (DR)
2. Journée de l'industrie (y compris une réunion de conférence Web)
3. Rencontres individuelles avec les fournisseurs intéressés (y compris une réunion de conférence Web)

Phase 1 – Prise de contact avec les membres de l'industrie – DR

La présente DR est publiée sur Achatsetventes afin de déterminer l'intérêt d'entreprises à participer au processus. Les entreprises auront alors l'occasion de transmettre à la SPAC des renseignements sur le marché actuel, les technologies disponibles et les capacités des fournisseurs.

Phase 2 – Séance de la Journée de l'industrie

La journée de l'industrie vise à présenter aux représentants de l'industrie des renseignements sur la Stratégie nationale d'approvisionnement en biens et en services portant sur les aliments et les boissons, un aperçu du statut actuel ainsi que les objectifs futurs concernant le processus de consultation. La séance de la Journée de l'industrie aura lieu en personne au siège social régional de SPAC, à Toronto, en Ontario. En raison de la répartition géographique des différents fournisseurs, une réunion de conférence Web (WebEx) sera mise en place si certains fournisseurs ne peuvent pas y assister en personne. Cette journée permettra au gouvernement du Canada de faire connaître ses besoins généraux et à l'industrie de poser des questions et de recueillir de l'information afin de bien comprendre les besoins opérationnels du gouvernement du Canada.

L'industrie est invitée à nous dire ce qu'elle aimerait entendre de notre part lors de son inscription à la séance de la Journée de l'industrie. Le gouvernement du Canada fera de son mieux pour intégrer les demandes des fournisseurs à l'ordre du jour de la séance. Des séances de plusieurs jours de l'industrie pourraient être organisées en fonction des renseignements obtenus de l'industrie.

Voici l'ordre du jour proposé pour la Journée de l'industrie :

1. Mot d'ouverture
2. Processus d'approvisionnement – Approche de mobilisation
3. Aperçu stratégique de la Stratégie nationale d'approvisionnement en biens et en services portant sur les aliments et les boissons
4. Prochaines étapes
5. Période de questions et réponses

Documents remis aux participants à la Journée de l'industrie :

- Programme

Documents remis aux participants après la Journée de l'industrie :

- Exemplaires du document de présentation (après la présentation)

Phase 3 – Rencontres individuelles avec l'industrie

Des rencontres individuelles seront tenues après la Journée de l'industrie. On s'attend à ce que les participants de l'industrie soient invités à fournir à l'autorité contractante de courtes réponses écrites (courts paragraphes ou puces) au questionnaire de la DR ou des questions/préoccupations non incluses dans le message de la DR. Bien que l'intention soit d'organiser une réunion en personne, le

gouvernement du Canada organisera également des conférences Web ou des téléconférences pour accommoder les fournisseurs, au besoin.

Phase 4 – Stratégie nationale d’approvisionnement en biens et en services portant sur les aliments et les boissons

À la suite des diverses activités d’engagement de l’industrie, SPAC peut ajuster la stratégie afin d’intégrer les meilleures pratiques de l’industrie tout en respectant les politiques du gouvernement du Canada et les exigences opérationnelles des divers ministères fédéraux. La SNAAB révisée sera publiée sur Achatsetventes dans la même DR n°.

7.2 Processus d’inscription à la Journée de l’industrie et aux rencontres individuelles

Les fournisseurs intéressés sont invités à s’inscrire à la *Journée* et aux *rencontres individuelles* avant **8 h (heure normale de l’Est [HNE]), le 20 février 2018** en soumettant, à l’autorité contractante de SPAC stipulée aux présentes, une copie signée de l’*Annexe C – Règles de mobilisation* pour chaque personne qui choisit de participer.

Au moment de l’inscription, les fournisseurs participants pourront inscrire leurs préférences (premier et deuxième choix) quant à la date et à l’heure de la rencontre individuelle. Le gouvernement du Canada fera de son mieux pour en tenir compte. Les représentants de l’industrie qui se déplacent de loin auront la priorité d’obtenir leurs rencontres individuelles le jour le plus tôt possible au cours de la période allant du 27 au 28 février 2018. Voir l’*annexe C – Horaire de la journée de l’industrie et des rencontres individuelles* pour obtenir plus de détails. Le représentant du gouvernement du Canada communiquera avec les fournisseurs participants avant la Journée de l’industrie, avec :

1. Les détails de la journée de l’industrie dans la région de l’Ontario (Toronto, Ontario) ou les instructions concernant la conférence Web.
2. La date, l’heure et le détail de leur rencontre individuelle.

7.3 Présentation de renseignements avant la Journée de l’industrie

Les fournisseurs peuvent fournir des commentaires, des questions ou des sujets de discussion pour la Journée de l’industrie ou des rencontres individuelles en soumettant leurs renseignements à l’autorité contractante au plus tard à **8 h (HNE) le 23 février 2018**.

8. Communication avec l’industrie

Le Canada mettra par écrit les préoccupations, les questions et les suggestions formulées lors de la Journée de l’industrie, avec les réponses. Pendant le *processus*, l’autorité contractante de SPAC peut choisir de communiquer avec les représentants de l’industrie inscrits par courriel. Pour assurer l’équité, la transparence et l’intégrité du processus, SPAC partagera avec l’industrie une foire aux questions affichée sur Achatsetventes avec les renseignements découlant du processus (excluant les renseignements désignés exclusifs ou confidentiels).

9. Comment répondre:

La présente DDR peut faire l’objet de modifications. Le cas échéant, ces modifications seront publiées sur le Service électronique d’appels d’offres du gouvernement.

Les répondants intéressés peuvent présenter leurs réponses à l’autorité contractante de SPAC indiquée ci-dessous :

Nom: Jeff Schmidt
Titre: Spécialiste en approvisionnements

Services publics et approvisionnement Canada
Direction d'approvisionnement
Adresse: 33, Rue Centre
Mississauga (Ontario) L5B 2N5
Téléphone : 905-615-2058
Courriel : jeff.schmidt@tpsgc-pwgsc.gc.ca

10. Date d'échéance pour répondre à la DDR:

Les réponses à la présente DDR doivent parvenir à l'autorité contractante de SPAC identifiée ci-dessus au plus tard le 21 mars 2018 à 14 :00 h.

11. Traitement des réponses

Les réponses ne sont pas formellement évaluées. Toutefois, le Canada pourra les utiliser pour élaborer ou modifier ses stratégies d'acquisition ou tout document préliminaire joint à la présente DDR. Le Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR. Le Canada peut, à sa discrétion, examiner les réponses après la date de clôture de la DDR.

Équipe d'examen : Une équipe d'examen composée de représentants du Canada examinera les réponses reçues. Le Canada se réserve le droit d'embaucher des experts-conseils indépendants ou d'utiliser des ressources du gouvernement, s'il le juge nécessaire, pour l'examen des réponses. Tous les membres de l'équipe d'examen n'examineront pas nécessairement toutes les réponses.

Confidentialité : Les répondants devraient indiquer les parties de leur réponse qu'ils jugent être leur propriété exclusive ou de nature confidentielle. Le Canada traitera les réponses conformément à la Loi sur l'accès à l'information.

ANNEXE A

**STRATÉGIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENTS EN ALIMENTS ET EN
BOISSONS**

Voir le document ci-dessous.

ANNEXE B

QUESTIONS SUR L'APPROVISIONNEMENT SOCIAL

Supplier's Representative

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Facsimile : _____
Courriel : _____

Nota : Les répondants sont invités et encouragés à présenter leurs réponses aux questions sur l'approvisionnement social ci-après. Les questions suivantes sur l'approvisionnement social s'ajoutent [au questionnaire en ligne](#) qui vise les catégories d'aliments et de boissons, l'évaluation financière, l'établissement de prix et les considérations environnementales.

Les questions ci-dessous sont également fournies dans une pièce jointe Microsoft Word qui peut être remplie et retournée à l'autorité contractante, Jeff Schmidt à jeff.schmidt@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

No.	Question
1.	<p>Pourriez-vous recommander des approches pour l'intégration des mesures d'approvisionnement social dans l'achat d'aliments et de boissons?</p> <p>Par exemple, une approche pourrait consister à inclure un critère coté pour diverses catégories dans les demandes d'offres à commandes (DOC) visant les aliments et les boissons et à réserver de 5 % à 15 % de la note technique aux fournisseurs diversifiés. Un fournisseur diversifié est défini comme une entreprise possédée ou dirigée par des Canadiens provenant des quatre groupes sous-représentés, à savoir les femmes, les Autochtones, les personnes handicapées et les minorités visibles. Une entreprise est habituellement définie comme une entreprise possédée, exploitée ou contrôlée par 51 % de membres d'un groupe donné (p. ex. entreprise appartenant à des femmes, à des Autochtones, à des personnes handicapées ou aux membres d'une minorité visible).</p> <p>Un exemple de critère pourrait être de déterminer si un fournisseur a mis en place un programme documenté pour aider les groupes sous-représentés, que ce soit en tant qu'employés ou au sein de leur chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Réponse :</p>
2.	<p>En ce qui concerne l'augmentation de la diversité des fournisseurs, quelles mesures proposeriez-vous que SPAC pourrait envisager?</p> <p>Réponse :</p>

3.	<p>Quelles approches SPAC pourrait-il adopter pour accroître l'accessibilité et la diversité dans le système d'approvisionnement?</p> <p>Réponse :</p>
4.	<p>Connaissez-vous d'autres organisations, outre celles énumérées à la section 5.2 de la présente DR, qui certifient les fournisseurs diversifiés ou les entreprises sociales?</p> <p>Réponse :</p>
5.	<p>Répondez-vous aux critères d'admissibilité pour être considéré comme un fournisseur diversifié, selon la définition donnée précédemment?</p> <p>Réponse :</p>
6.	<p>Les organismes de certification facturent généralement des frais pour certifier une entreprise en tant que fournisseur diversifié ou entreprise sociale. Êtes-vous prêt à payer des frais supplémentaires pour être certifié? Pensez-vous que c'est juste ou que cela crée une barrière pour votre entrée?</p> <p>Réponse :</p>
7.	<p>SPAC devrait-il utiliser une attestation (auto certification) suivie de vérifications, ou une certification d'organismes de certification établis pour qualifier les fournisseurs diversifiés et les entreprises sociales? Quelles autres méthodes proposeriez-vous pour vérifier les fournisseurs diversifiés?</p> <p>Réponse :</p>
8.	<p>Pensez-vous que l'engagement du gouvernement du Canada à accroître la diversité des entreprises détenues ou dirigées par des Canadiens appartenant à des groupes sous-représentés aura une incidence sur votre participation aux marchés de SAG?</p> <p>Réponse :</p>
9.	<p>Quelles autres mesures pourraient être incorporées à cette méthode d'approvisionnement afin de tirer parti du pouvoir d'achat du gouvernement pour appuyer les objectifs de la lettre de mandat du ministre énoncée à la section 5 de la DR?</p> <p>Réponse :</p>
10.	<p>À votre connaissance, des fournisseurs de votre chaîne d'approvisionnement pourraient-ils être considérés comme des fournisseurs diversifiés?</p>

	Réponse :
11.	<p>Selon vous, de quelle façon SPAC pourrait-il s'assurer la participation des petites et moyennes entreprises (PME) dans le processus d'approvisionnement en aliments et en boissons?</p> <p>Réponse :</p>
12.	<p>Lorsqu'ils consultent les appels d'offres sur Achats et ventes, les soumissionnaires ont la possibilité d'indiquer leurs intérêts envers un appel d'offres donné dans la section Liste des fournisseurs intéressés. Les entreprises peuvent fournir leurs coordonnées afin de signaler à d'autres entreprises leur intérêt pour un avis d'appel d'offres actif spécifique sur Achats et ventes. Cela peut être particulièrement intéressant pour les PME qui, autrement, n'auraient peut-être pas la capacité de répondre à l'ensemble des besoins, mais qui pourraient assurer une partie de ceux-ci et créer une coentreprise avec une autre entreprise. Nous constatons que, bien que cette fonction soit régulièrement utilisée par les soumissionnaires potentiels pour les appels d'offres en construction, en architecture et en génie, elle n'est généralement pas utilisée dans les appels d'offres visant des biens.</p> <p>La section « fournisseurs intéressés » permettrait-elle de faire connaître les PME ou les contrats au sein de l'industrie des boissons et des aliments?</p> <p>Réponse :</p>
13.	<p>L'inclusion d'un critère coté pour les soumissionnaires qui établissent des partenariats avec des fournisseurs locaux ou des PME serait-elle efficace pour favoriser la création de partenariats de distribution?</p> <p>Réponse :</p>
14.	<p>Avez-vous d'autres commentaires ou des recommandations à formuler?</p> <p>Réponse :</p>